

# Les foyers bénéficiaires de la prime d'activité

## 2,49 millions à fin décembre 2016

n° 4

Mars  
2017

Au titre de décembre 2016, la prime d'activité est versée par les caisses d'Allocations familiales (Caf) à près de 2,49 millions de bénéficiaires résidant en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer (y compris Mayotte), ce qui correspond à une hausse de 34 000 foyers par rapport à septembre. Depuis mars 2016, les effectifs ont crû de 487 000 foyers, sachant que la montée en charge de la prime d'activité s'est surtout concentrée sur les premiers mois de mise en place du dispositif.

Le nombre de personnes couvertes par la prime d'activité âgées de 18 à 64 ans (responsables du dossier, conjoints éventuels et enfants à charge) rapporté à l'ensemble de la population française de même âge s'élève à environ 8,3 % en moyenne, sachant que de fortes disparités départementales s'observent sur le territoire français.

Au titre de décembre 2016, la prime d'activité est versée par les caisses d'Allocations familiales (Caf) à près de 2,49 millions de foyers résidant en France métropolitaine et dans les Dom (y compris Mayotte), pour un montant moyen de 158 euros par mois. Au total, cette prestation concerne 4,94 millions de personnes : 2,49 millions d'adultes sont responsables du dossier, leurs conjoints éventuels représentent 0,64 million de personnes et les enfants ou autres personnes à charge 1,81 million. En cumul, de janvier à décembre 2016, ce sont 4,31 millions de foyers qui ont bénéficié de la prime d'activité au moins un mois (données extraites au 3 mars 2017 selon une requête spécifique pour le suivi de la montée en charge). Au cours du dernier trimestre 2016, les Caf ont versé 1,22 milliard d'euros au titre de la prime d'activité, conduisant à une dépense totale sur l'année de près de 4,58 milliards d'euros.

La croissance du nombre de bénéficiaires de la prime d'activité se poursuit au dernier trimestre 2016, mais à un rythme nettement ralenti comparativement à celui constaté au premier semestre et ce, quel que soit le type de public observé. Fin décembre, 167 000 foyers perçoivent une majoration de leur allocation liée à leur situation d'isolement avec enfant(s) à charge ou à naître et 2,32 millions ne bénéficient pas de majoration pour isolement (contre respectivement 166 000 et 2,29 millions fin septembre). Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires dont le responsable du dossier est âgé de 18 à 24 ans s'élève à 425 000 foyers à la fin de l'année 2016, contre 417 000 au trimestre précédent. Quant aux bénéficiaires âgés de 25 ans et plus, leurs effectifs atteignent 2,06 millions, contre 2,04 millions trois mois auparavant. En outre, près de 2,18 millions de foyers (soit 89 %) comptent au moins une personne percevant une bonification individuelle – ce qui signifie que ses revenus mensuels d'activité sont supérieurs à 0,5 fois le salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) – contre 2,15 millions fin septembre. De plus, 311 000 foyers bénéficiaires de la prime d'activité perçoivent simultanément du Rsa fin décembre.

**Tableau – Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité en 2016 (en milliers)**

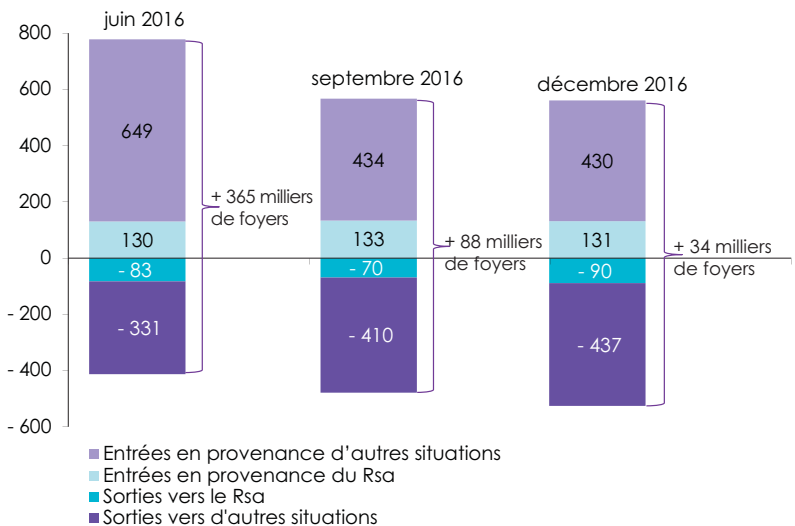
	Fin mars	Fin juin	Fin septembre (**)	Fin décembre (**)
<b>Bénéficiaires de la prime d'activité</b>	<b>2 001</b>	<b>2 365</b>	<b>2 453</b>	<b>2 487</b>
sans majoration pour isolement	1 861	2 205	2 287	2 320
avec majoration pour isolement	140	160	166	167
moins de 25 ans (*)	359	420	417	425
plus de 25 ans (*)	1 641	1 945	2 036	2 062
sans aucune bonification individuelle	253	290	302	308
avec au moins une bonification individuelle	1 748	2 076	2 151	2 179

**Source :** Cnaf – Dser (fichiers Bénétrim et Filéas). **Champ :** Régime général, France entière (y compris Mayotte à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016). (\*) âge du responsable du dossier. (\*\*) dont environ 500 bénéficiaires résidant à Mayotte fin septembre 2016 et 800 fin décembre 2016.

Les fichiers statistiques utilisés pour cette publication sont issus des bases de gestion des droits des allocataires, constituées 6 semaines après la fin du mois de droit étudié (fichiers Bénétrim et Filéas). Toute extraction plus tardive aboutirait à un dénombrement des droits de chaque trimestre nettement supérieur, en raison des actualisations de dossier qui ont lieu postérieurement à la date d'extraction des fichiers liés notamment à la rétroactivité. Ainsi, selon des données extraites début mars 2017 (via une requête spécifique), le nombre de bénéficiaires de la prime d'activité s'élève rétrospectivement à 2,22 millions de foyers au titre de mars, 2,49 millions au titre de juin, 2,53 millions au titre de septembre et 2,55 millions au titre de décembre. Le constat du ralentissement de la croissance du nombre de bénéficiaires au cours du second semestre reste donc valable en mobilisant des données plus consolidées.

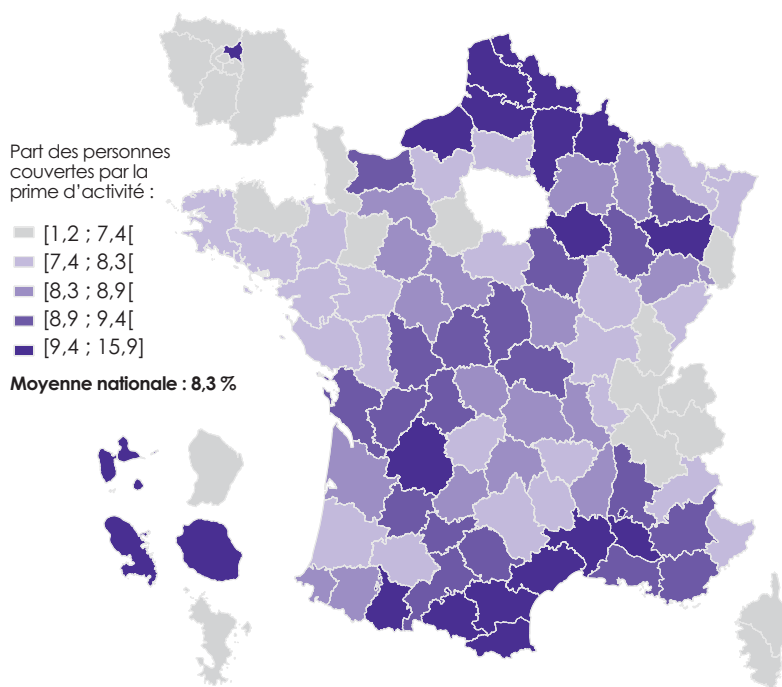
Le ralentissement de la montée en charge de la prime d'activité observé entre juin et septembre se confirme et se poursuit au dernier trimestre de l'année 2016, les effectifs progressant de 34 000 foyers contre 88 000 un trimestre auparavant et 365 000 deux trimestres plus tôt (graphique). D'une part, le nombre d'entrants reste stable entre septembre et décembre (561 000 foyers contre 567 000 au trimestre précédent). D'autre part, le nombre de sortants augmente nettement (passant de 480 000 foyers entre juin et septembre à 527 000 ce trimestre). Les entrants et les sortants peuvent se distinguer, selon leur perception du Rsa ou le fait d'être dans une autre situation (nouvelle demande, droit suspendu à la prime d'activité, perception d'une autre prestation...). L'augmentation du nombre de sortants se traduit à la fois par l'accroissement du nombre de foyers basculant de la prime d'activité vers le Rsa (90 000 foyers ce trimestre contre 70 000 trois mois auparavant) et la hausse des basculants vers une autre situation (respectivement 437 000 foyers contre 410 000).

**Graphique – Nombre d'entrants et de sortants de la prime d'activité en 2016 selon leur droit au Rsa (en milliers)**



**Source :** Cnaf – Dser (fichiers Bénétrim et Filéas). **Champ :** Régime général, France entière (y compris Mayotte). **Notes :** « en provenance du Rsa » signifie sans prime d'activité mais avec du Rsa le trimestre précédent. Les bénéficiaires peuvent cumuler les deux prestations au cours du mois d'observation. « vers le Rsa » signifie sans prime d'activité mais avec du Rsa le mois d'observation. Les bénéficiaires pouvaient cumuler les deux prestations le trimestre précédent.

**Carte - Nombre de personnes couvertes par la prime d'activité fin 2016 rapporté à la population française estimée par l'Insee au 1<sup>er</sup> janvier 2016\* en %**



**Source :** Insee (données départementales issues des Estimations Localisées des Populations au 1<sup>er</sup> janvier 2016) et Cnaf – Dser (fichier Filéas). \* personnes âgées de 18 à 64 ans.  
**Champ :** Régime général, France entière.

En France, près de 3,28 millions de personnes âgées entre 18 et 64 ans sont couvertes par la prime d'activité à la fin de l'année 2016 (en prenant en compte les responsables de dossier, les conjoints éventuels et les enfants à charge). Selon les estimations de l'Insee au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la population de 18 à 64 ans résidant en France s'élève à environ 39,35 millions de personnes. Ainsi, le nombre de personnes couvertes par la prime d'activité âgées de 18 à 64 ans rapporté à la population française de même âge atteint environ 8,3 % en moyenne, avec de fortes disparités départementales. En effet, cette proportion varie entre 1,2 % et 15,9 % selon les départements (carte).

La part de personnes couvertes par la prime d'activité dépasse 9,4 % dans 20 départements. Il s'agit des départements des Hauts de France et du pourtour méditerranéen, de la Seine-Saint-Denis, l'Aube, les Vosges, les Hautes-Pyrénées, l'Ariège ainsi que certains Dom (la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion). À l'opposé, près de la moitié des départements présentent un taux de couverture plus faible que la moyenne nationale (compris entre 1,2 % et 8,3 %), en particulier Mayotte, la Guyane, la Corse, les Côtes-d'Armor, la Manche, la Mayenne, l'Eure-et-Loir, les départements de l'Île-de-France, à l'exception de la Seine-Saint-Denis, ainsi que le Jura, l'Ain, l'Isère, la Savoie et la Haute-Savoie.